

Y aura-t-il encore des chercheurs l'an prochain pour la Fête de la science ?

L'argent ne manque pas mais il est gaspillé



DR
Sophie Duschesne
Coordinatrice
du comité
national CNRS

Pour le gouvernement, l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) en France se portent bien. Les postes se seraient multipliés, la France tiendrait son rang dans les indicateurs internationaux tandis que pleuvent les récompenses les plus prestigieuses. Pourquoi alors les personnels de l'ESR sont-ils à ce point mobilisés ?

La contestation a commencé en janvier dernier, après que le conseil scientifique du CNRS a montré, par une analyse approfondie de l'évolution de toutes les catégories d'emploi de l'ESR, la gravité de la situation. La précarité a explosé sous l'effet de la généralisation du financement de la recherche sur contrat. Les recrutements sur postes statutaires n'ont cessé de diminuer. Les perspectives sont particulièrement inquiétantes car différents problèmes se conjuguent. Dans les organismes de recherche, seuls les départs à la retraite sont remplacés, or les départs à la retraite ne représentent pas tous les départs et vont être particulièrement bas dans les années qui viennent. Dans les universités, les postes dont la création est théoriquement annoncée par le gouvernement ne sont pas créés du fait de leur situation financièrement devenue très difficile

depuis la loi dite « de responsabilité des universités » (loi LRU) votée sous Sarkozy.

L'effondrement des recrutements va avoir des conséquences de longue durée. Non seulement on aura sacrifié une génération, celle des jeunes qui auront obtenu leur doctorat dans notre décennie : après avoir investi en eux, on les aura poussés à renoncer à utiliser les compétences qu'ils ont acquises au prix de longs efforts et aux frais de la nation, à moins de s'expatrier ; mais en plus, on aura découragé ceux et celles qui intègrent après eux l'enseignement supérieur. En France, les salaires des chercheurs et enseignants-chercheurs sont comparativement très bas. L'attractivité de ces métiers tenait à un recrutement précoce ainsi qu'à la liberté dans la conduite de ses propres recherches que confère le statut de fonctionnaire. Ce n'est plus le cas aujourd'hui : l'âge moyen de recrutement ne cesse de monter, les jeunes docteurs sont massivement au chômage et doivent multiplier les CDD avant d'éventuellement trouver un emploi stable.

La crise de l'emploi scientifique concerne aussi les ingénieurs, les techniciens et le personnel administratif, indispensables à la bonne marche des universités et des laboratoires. Là aussi la précarité a explosé, les recrutements statutaires s'effondrent et les carrières sont bloquées.

Nous ne demandons pas d'effort supplémentaire au budget de l'État. L'argent ne manque pas mais il est gaspillé. La mise en compétition de tous les acteurs du milieu se traduit par un gâchis insupportable en termes de temps consacré à répondre à tous les appels d'offres, d'incapacité à mener simplement les activités ordinaires et de déstructuration des collectifs professionnels. On finance à grands frais « l'excellence » en oubliant qu'elle émerge nécessairement d'un système solide et de qualité.

De plus, le crédit impôt recherche, censé inciter les entreprises à investir dans la recherche, a été multiplié à l'excès ces dernières années. Une partie, estimée par la Cour des comptes à au moins un milliard, est simplement détournée. Tout le monde s'accorde à vouloir soutenir la recherche industrielle. Mais il faut mieux conditionner et plafonner ce crédit d'impôt pour dégager l'argent nécessaire à la mise en place d'un plan pluriannuel ambitieux d'emplois scientifiques. Ce plan et le rééquilibrage du financement des universités et des laboratoires entre budgets pérennes et contrats sont devenus indispensables pour assurer à notre pays une recherche inventive et un enseignement supérieur de qualité. •

De nombreux jeunes chercheurs sont obligés d'abandonner leur métier



DR
Cécile Millet
Postdoctorante
en biologie,
coordinatrice du
comité IDF-Sud
de Sciences
en marche

J'ai été très bien formée pendant quatorze ans après mon bac, comme les autres jeunes chercheurs dans la même situation que moi. Le problème c'est que nous sommes des milliers dans la même situation, pour un nombre de postes toujours plus réduit au fil des ans. La conséquence : une compétition incroyable pour les quelques miettes que l'on daigne nous accorder. Une solution est de partir à l'étranger, où l'herbe semble toujours plus verte. Et c'est encore vrai pour la recherche dans certains pays. Mais s'expatrier, avec sa famille, n'est pas

J'ai trente et un ans, un doctorat en génétique et biologie cellulaire en poche, plus de quatre ans d'expérience professionnelle depuis ma thèse (en elle-même une expérience professionnelle de quatre ans), et pourtant toujours pas de « vrai travail ». Par vrai travail, j'entends un poste stable dans la recherche fondamentale ou l'enseignement supérieur, ou un CDI en entreprise. Pas un CDD de quelques mois. Je suis donc ce qu'on appelle une postdoctorante, ou postdoc.

Je suis dans une situation très courante actuellement, dans laquelle décrocher un poste relève du coup de chance. Ce n'est pas une question de compétences,

LA SCIENCE EN MARCHÉ

Dénonçant une « crise profonde », plusieurs milliers de scientifiques ont manifesté vendredi à Paris à l'appel du collectif Science en marche et des syndicats. Le collectif chiffre à 20 milliards d'euros le plan d'urgence qu'il propose, devant aboutir à une augmentation du budget de fonctionnement des universités et des organismes de recherche et à un plan pluriannuel de création d'emplois statutaires.

chers). Arrivés à ce point de non-retour, de nombreux jeunes chercheurs prennent la décision d'abandonner leur métier, avec très peu d'espoir que leur diplôme et leur expérience soient reconnus à leur juste valeur hors du monde académique. En France, les débouchés pour les jeunes docteurs sont rares dans le privé alors qu'un docteur a une formation de trois à quatre ans supérieure à celle d'un ingénieur. Ce manque de débouchés est bien sûr variable selon les disciplines.

Un message que j'aimerais faire passer est qu'on ne cherche pas à tout prix à avoir un poste de fonctionnaire pour rester bien planqué à vie dans son labo. Les acteurs de la recherche et de l'enseignement supérieur statutaires sont fonctionnaires, mais travaillent plutôt 60 heures par semaine que 35 (sans supplément de salaire, bien entendu). Ce qu'on veut, c'est pouvoir exercer notre métier et mettre nos compétences au service de la recherche et de l'enseignement supérieur, indispensables à l'autonomie intellectuelle de la France et au maintien de l'innovation dans les décennies à venir.

« Mais ça va, tu es encore jeune ! » Suis-je donc si jeune que ça, à trente et un ans, pour aspirer à une vie stable, compte tenu de l'investissement que ma famille et moi-même avons mis dans mes études et ma formation ? Je ne le pense pas.

À la question « y aura-t-il encore des chercheurs l'année prochaine pour fêter la science ? » j'ai envie de répondre oui ! Car nous faisons notre métier par passion, même dans des conditions défavorables, et la Fête de la science est l'occasion de partager cette passion. Y aura-t-il encore des chercheurs de ma génération pour fêter la science dans dix ans ? J'espère que oui, et c'est pour cela que je me suis impliquée dans Sciences en marche. J'espère que nous pourrions avoir accès à un nombre suffisant de postes pour assurer la continuité d'une recherche de qualité en France. J'espère que nos dirigeants politiques comprendront un jour que la recherche est la base de l'innovation et de la croissance, et qu'elle bénéficie à tous. Beaucoup d'entre nous ont envie d'y croire. •

Ne laissons pas mourir l'enseignement supérieur et la recherche publique

Contrairement aux annonces du gouvernement, l'enseignement supérieur et la recherche publique (ESR) se trouvent dans une situation critique. La secrétaire d'État se félicite d'avoir préservé un budget

Débats & Controverses



DR
Solange Desagher
Chercheur CNRS en biologie cellulaire, membre de Sciences en marche

constant. Du fait de l'augmentation mécanique de la masse salariale due à la progression des carrières, ce budget est en réalité en baisse, et fait suite à une décennie de diminution constante. Ainsi, le nombre d'ouvertures de postes de chercheurs et d'enseignants-chercheurs, et plus encore celui de postes techniques et administratifs, ont fortement baissé depuis dix ans. Pour chaque poste mis au concours, plusieurs dizaines d'excellents candidats sont refusés. Certains partent à l'étranger, les autres se voient au mieux offrir des CDD pour quelques années. L'industrie offrant des débouchés insuffisants, cette génération sacrifiée n'a plus alors le choix

qu'entre le chômage, la reconversion vers des emplois moins qualifiés ou l'expatriation. Cette situation représente un immense gâchis humain et un gaspillage des finances publiques ayant permis de former ces jeunes. Elle décourage aussi les générations suivantes de s'engager vers les carrières scientifiques. Cette désaffection aura de profondes conséquences sur la qualité de la recherche française dans les prochaines décennies si rien n'est fait rapidement pour enrayer la précarisation des jeunes scientifiques.

Même lorsqu'ils bénéficient d'un poste permanent, les personnels des organismes de recherche et des universités connaissent de grandes difficultés à exercer leurs missions, les crédits de fonctionnement alloués par l'État étant en constante baisse. Autrefois attribués sous formes de crédits récurrents, ils sont aujourd'hui majoritairement obtenus en réponse à des appels d'offres de plus en plus compétitifs. Les chercheurs consacrent ainsi une part croissante de leur temps à chercher des financements sur contrat, avec des taux de réussite actuellement inférieurs à 10 %, tandis que ce type de financement a considérablement accru les

frais de gestion et la charge de travail des personnels administratifs. Les équipes de recherche qui n'arrivent pas à décrocher ces crédits se trouveront bientôt dans l'incapacité de travailler. Enfin, le travail des enseignants-chercheurs s'est extrêmement alourdi ces dernières années, du fait de l'augmentation du nombre d'étudiants et de la baisse des postes administratifs, à tel point que des universités sont obligées de fermer des filières et de supprimer des cours.

Devant le désespoir de nos collègues, nous avons créé le mouvement Sciences en marche pour alerter le grand public et porter trois demandes auprès du président de la République :

- ▶ un plan sur dix ans pour l'emploi statutaire à tous les niveaux de l'ESR,
 - ▶ un triplement des crédits de base aux laboratoires et une forte augmentation de ceux des universités,
 - ▶ la reconnaissance du doctorat dans les conventions collectives et la haute fonction publique afin de faciliter l'emploi des jeunes docteurs.
- ▶ Pour financer ces mesures, nous proposons de réaffecter à l'ESR un tiers des sommes dédiées au crédit impôt recherche et qui sont pour partie utilisées comme niche fiscale par de grands groupes industriels et financiers.
- ▶ Des centaines de scientifiques de Sciences en marche se sont relayés sur les routes de France pour expliquer l'importance des sciences et nos difficultés actuelles aux citoyens, aux élus locaux et aux médias. Les convois partis de nombreuses villes universitaires ont atteint Paris le 17 octobre où ils ont été rejoints par d'autres actions convergentes et l'intersyndicale ESR pour une grande manifestation. •

POUR SUIVRE LE DÉBAT SUR
HUMANITE.FR

Pour mettre fin à l'immigration irrégulière, la rendre régulière !

« Mare Nostrum » face à « Mos Maiorum » ?

L'opération « Mare Nostrum » doit, selon le calendrier annoncé, prendre fin au 1^{er} novembre 2014. Par quoi sera remplacé ce dispositif, que l'Italie a déployé, au lendemain du terrible naufrage de Lampedusa le 3 octobre 2013 ? Ni la Commission européenne ni les États membres de l'UE ne proposent aujourd'hui de solution susceptible de mettre fin à l'hécatombe en Méditerranée. Alors que « Mare Nostrum » visait le sauvetage en mer, l'opération « Triton » qui est censée la remplacer, conduite par l'agence

3 000 personnes auraient péri noyées depuis le début de l'année -, « Mare Nostrum » a néanmoins amorcé une autre vision. En allant secourir des migrants jusque dans les eaux libyennes, l'Italie a pris une responsabilité que l'UE, qui se contente de déplorer hypocritement les « drames de la migration » à chaque annonce de naufrage, n'a jamais été capable d'assu-



DR
Olivier Clochard
Chargé de recherche au CNRS

premier accueil comme la Grèce ou l'Italie un poids que les autres États d'Europe sont loin de vouloir se répartir. Cédant à la pression de ses partenaires européens, l'Italie a décidé de rétablir les prises d'empreintes. C'est aussi elle qui pilote, avec l'aide de Frontex, l'opération « Mos Maiorum », vaste traque de sans-papiers organisée à l'échelle européenne. Avec

LA CHRONIQUE
DE BARBARA
ROMAGNAN



Olivier Corret

L'autre visage de la prison

Cette semaine, j'ai rencontré des visiteurs de prison qui, après plusieurs années d'expérience, m'ont fait part de leurs sentiments et opinions par rapport à l'incarcération. Ils m'ont dit leur inquiétude : il semble que beaucoup de personnes détenues ne soient pas à leur place. Non que ces personnes n'aient rien commis de répréhensible. Mais nombre d'entre elles ont surtout besoin de soins psychiatriques, et l'absence de soins durant leur séjour en prison explique, pour l'essentiel, leur comportement. Ainsi, en incarcérant les personnes plutôt qu'en les soignant, on rate l'objectif de réinsertion et on maltraite les gens. Ils déplorent également que les séjours en prison soient si nombreux pour de courtes peines, quand on sait que cela favorise la récidive. C'est d'ailleurs le constat de la conférence de consensus qui a rendu ses conclusions en février 2013. La majorité des peines sont inférieures à six mois, et les trois quarts inférieures à un an. Il ne s'agit pas de dire que ces peines sont infondées ou inutiles, mais que, faute de moyens pour réaliser le travail social ou médical nécessaire, elles ratent leur objectif de réinsertion des détenus et de

Prendre en compte l'objectif de réinsertion.

protection de la société. Ce qui favorise la récidive ce sont les rencontres et la vie avec des délinquants « chevronnés », c'est aussi l'absence de solution à la sortie. Selon une enquête de l'ancien contrôleur général des lieux de privation de liberté, 30 % des détenus sont, à leur sortie, sans ressources, sans logement et sans travail. Comment s'en sortir honnêtement quand on n'a pas de lieu où vivre, pas de ressources, sans parler de la difficulté à trouver un emploi quand on n'a pas ou peu de formation dans un contexte de chômage de masse. Les personnes que j'ai rencontrées m'ont également fait part de leur effroi quand elles ont appris que, bien souvent, les enfants incarcérés ne recevaient la visite d'aucune famille. L'explication qu'on leur a donnée est cruelle et parlante : pour la plupart ils n'ont pas ou plus de famille. Prendre en compte l'objectif de réinsertion que devrait être la prison, et les vies souvent très dures de beaucoup de détenus avant et pendant la période d'incarcération, n'est pas faire preuve d'une